



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Convention d'entretien 2022-2026 des espaces publics du Parc Régional d'Activités Économiques (PRAE) Via Domitia avec le Syndicat mixte du PRAE - Autorisation de signature**

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, et le Conseil Régional Occitanie, ont décidé d'unir leurs compétences et moyens en matière de développement économique et de s'associer afin de constituer un syndicat mixte dénommé « *Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique (PRAE) Via Domitia* », dont la création a été entérinée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia est compétent pour mettre en œuvre et réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, à vocations industrielle, commerciale, tertiaire et artisanale, d'intérêt régional, dite « *Via Domitia* », sur les communes de Castries et de Vendargues.

La création de cette Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) souhaite répondre à la forte demande de foncier économique de la part des entreprises locales et ainsi diversifier la base économique des zones d'activités, en concrétisant la compétitivité internationale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la région Occitanie.

C'est dans ce contexte que le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie, se sont rapprochés afin de mettre à disposition du Syndicat des moyens généraux susceptibles d'assurer les prestations nécessaires à l'entretien, l'exploitation et la sécurisation du PRAE.

Il a été proposé une mise à disposition de moyens de Montpellier Méditerranée Métropole par voie conventionnelle, conformément aux dispositions de l'article L.5721-9 CGCT qui dispose que les services d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités membre peuvent être en tout ou partie mis à disposition du syndicat mixte pour l'exercice de ses compétences. Le Syndicat Mixte du PRAE Via Domitia a donc signé en 2018 une convention d'une durée de 4 ans, avec la Métropole.

Ce précédent contrat liant la Métropole et le Syndicat Mixte étant arrivé à terme en 2022, la présente convention de mise à disposition de moyens a par conséquent été rédigée pour formaliser les obligations de deux parties sur une nouvelle période de 4 ans.

La présente convention prévoit, pour un forfait annuel de 96 000 € TTC, l'entretien des voiries et des espaces verts ainsi que le nettoyage de l'ensemble du Parc d'Activités, à compter de l'année 2022 pour Castries et Vendargues. D'une durée de 4 ans, elle prendra effet à compter de la fin de la précédente convention, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2022, la rétroactivité étant admise en matière de contrat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de services de Montpellier Méditerranée Métropole pour le Syndicat Mixte du Parc Régional d'Activités Economique Via Domitia ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-194727-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Annexe 1 description des prestations à réaliser 2022 V 31102022.docx
- Annexe 2 Evaluation coût Via Domitia.pdf
- Annexe 3 trame de suivi de l'entretien des équipements publics.pdf
- Bassins de rétentions CAS\_VEN.pdf
- Projet de convention Via Domitia version.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.